

Ouganda comment l'ex-rebelle Yoweri Museveni est resté au pouvoir pendant 35 ans

BBC Afrique, 11 janvier 2021 Elections 2021 en Ouganda : comment l'ex-rebelle Yoweri Museveni est resté au pouvoir pendant 35 ans Les Ougandais de moins de 35 ans - soit plus des trois quarts de la population - n'ont connu qu'un seul président.

Yoweri Museveni, qui est arrivé au pouvoir à la suite d'un soulèvement armé en 1986, a défini les lois de la gravité politique qui ont fait tomber d'autres dirigeants de longue date dans la région. Le temps qu'il a passé au sommet, à 76 ans, s'est accompagné d'une longue période de paix et de grands changements en matière de développement dont beaucoup lui sont reconnaissants. Mais il a réussi à maintenir son emprise sur le pouvoir en encourageant un culte de la personnalité, en recourant au favoritisme, en compromettant les institutions indépendantes et en mettant ses opposants sur la touche. Lors de la dernière élection, il y a cinq ans, lorsqu'il a abordé la question de sa démission, il a demandé : "comment puis-je quitter une plantation de bananes que j'ai cultivée et qui a commencé à porter ses fruits ?" Pour ce révolutionnaire, la récolte n'est pas encore terminée. Ma présentation du président a eu lieu dans les années 1990 sous la forme d'une pièce de théâtre scolaire dans laquelle étaient mises en scène les turbulences des années Milton Obote et Idi Amin. La pièce a atteint son apogée le 26 janvier 1986, lorsque l'Armée de Résistance nationale de M. Museveni a libéré le pays, mettant fin aux guerres et aux tueries insensées. C'est cette image de l'homme en tant que libérateur et artisan de la paix qui a été évoquée par de nombreux Ougandais et qui leur est rappelée à chaque occasion. Pompes présidentielles Il est aussi une figure paternelle et grand-père. De nombreux jeunes Ougandais appellent le président "Sevo", et il les appelle affectueusement Bazukulu (qui signifie petits-enfants en langue luganda). Mais le père de famille ne se voit pas comme un patriarche vieillissant typique, allongé dans son fauteuil présidentiel avec ses enfants et ses petits-enfants qui s'agitent. Au cours de sa campagne pour son sixième mandat, qui semble avoir commencé juste après les dernières élections, il a parcouru le pays, lançant des usines, ouvrant des routes et de nouveaux marchés. Et avec un âge sur son challenger relativement jeune, l'ancienne pop star Bobi Wine, 38 ans, M. Museveni a tenu à montrer sa vitalité. En avril dernier, pour encourager l'exercice physique pendant le confinement, il a été filmé en train de faire des pompes, puis a répété l'exercice plusieurs fois, notamment devant des étudiants qui l'acclamaient en novembre. "Si ton père t'aime, il doit te donner du pouvoir. Au cours des cinq prochaines années, Sevo fera en sorte qu'à la fin de nos études, nous puissions trouver un emploi", déclare Angela Kirabo, 25 ans, en évoquant le problème du chômage des jeunes, qui est une source majeure de préoccupation. La diplômée en économie est une fille Muzukulu (petite-fille), ayant grandi dans une famille qui soutenait le Mouvement de Résistance nationale (NRM) au pouvoir. Elle a également été vice-présidente de la section du parti à l'université et pense que le président a encore beaucoup à offrir après 35 ans au pouvoir. Inversion des limites d'âge présidentielles L'un de ses plus proches amis et conseillers, John Nagenda, affirme que l'altruisme de M. Museveni est l'une des raisons de sa capacité à inspirer la loyauté. "Il était prêt à mourir pour l'Ouganda. Je dirais que nous sommes très chanceux de l'avoir", dit l'homme de 82 ans. "La plupart des autres personnes que je connais qui ont été présidents, ils voulaient le faire pour eux-mêmes ; ils voulaient la gloire. Mais Museveni veut le faire pour le pays et le continent... c'est un africaniste". Néanmoins, selon les clauses originales de la constitution de 1995, le président n'aurait pas dû se représenter après 2005. En effet, avant cette date, il était largement admis qu'il était contre le maintien au pouvoir, balayant les questions sur l'idée, disant qu'il préférerait retourner dans sa ferme. Le journaliste William Pike, qui à un moment donné était considéré comme très proche du président et de l'ARN, a écrit dans ses mémoires comment le président était tellement bouleversé lors de sa demande, lors d'un dîner au début des années 1990, s'il voulait rester au pouvoir pour le reste de sa vie. Museveni a répondu : "Bien sûr que non", mais il était clairement furieux de ce qu'il considérait comme une véritable insulte. Il ne faisait pas semblant. À ce stade, il n'avait pas vraiment l'intention de rester au pouvoir", a écrit M. Pike. Mais quelque chose l'a fait changer d'avis en 2004, bien qu'on n'ait jamais su exactement ce que c'était, et ses députés ont approuvé l'idée de modifier la constitution pour supprimer la limitation des mandats présidentiels. Il a eu le feu vert pour rester au pouvoir jusqu'à ce qu'il atteigne 75 ans. Et puis en décembre 2017, l'obstacle constitutionnel d'une limite d'âge pour un candidat à la présidence a également levé - une question qui a conduit à des bagarres sur le palier du parlement et à une descente de police sur le bâtiment. Nombreux sont ceux qui ont vu dans cette mesure le moyen utilisé par le NRM pour permettre à M. Museveni de devenir président à vie. Ce n'est pas pour rien que le Parlement s'est senti obligé de récompenser le leader de longue date. La volonté des députés d'accepter les changements a beaucoup à voir avec le fait qu'ils se sentaient redevables de leur poste au président. Moins de dix ans à l'autorité L'importance du mandat s'étend à toute la société. Il se manifeste parfois sous la forme de programmes de développement pour les femmes, les vendeurs sur les marchés et les emplois publics. Dans un pays où 15 % des jeunes sont au chômage et plus de 21 % de la population vit dans la pauvreté, s'allier avec le bon parti peut sauver un village entier de la misère. Mais ses partisans invoquent la transformation de l'Ouganda comme une raison positive pour donner à M. Museveni cinq ans de plus. "Si vous venez du nord et de l'est, vous comprendrez qu'une grande réussite de paix a été apportée. Pendant 20 ans, ces régions ont été plongées dans la guerre", explique Jacob Eyeru, 28 ans, qui dirige le Conseil national de la jeunesse du gouvernement. Tout en reconnaissant que le chômage est une source d'inquiétude, il ajoute que le MNO a transformé l'économie pour la rendre non seulement compétitive au niveau régional mais aussi au niveau mondial". Malgré ces changements, il a également affaibli l'indépendance de certaines des institutions clés du pays afin de réduire les dix ans son autorité. Le pouvoir judiciaire n'a pas été épargné et, ces dernières années, il a été recruté des "juges cadres", qui sont loyaux envers le gouvernement. Lorsque les juges ont pris des décisions indépendantes, ils se sont parfois trouvés à couteaux tirés avec les autorités. Par exemple, le 16 décembre 2005, des agents de sécurité armés hautement entraînés ont fait une descente à la Haute Cour de la capitale, Kampala, et ont arrêté à nouveau des membres de l'Armée de libération du peuple, soupçonnés de rébellion, qui venaient d'être acquittés des accusations de trahison. "Ils ont transformé le Temple de la Sacerdotesse en un théâtre de guerre", a écrit

juge James Ogoola dans un poème sur l'incident intitulé "Le viol du Temple". En ce qui concerne la contestation des résultats des élections, le résultat de chaque élection présidentielle, à l'exception de celle de 2011, a été contesté devant les tribunaux. Dans tous les cas, les tribunaux ont jugé que les irrégularités n'étaient pas suffisamment graves pour justifier une annulation. L'indépendance des médias a également été menacée. À première vue, l'Ouganda possède une industrie des médias dynamique, qui s'est développée sous l'impulsion de M. Museveni pour donner naissance à des centaines de stations de radio et de télévision privées, à des imprimeries et à des services Internet. "Au début, avant que le cynisme et la pourriture ne s'installent, il y avait un courant d'intellectualisme au sein du régime qui tolérerait les opinions dissidentes et était capable de débattre et d'être en désaccord avec elles", explique Daniel Kalinaki, directeur général de la rédaction du Nation Media Group, à Kampala. Mais les médias ont fait l'objet de raids et les journalistes ont été arrêtés, car les principaux dirigeants du gouvernement ont "la peau de plus en plus fine", ajoute M. Kalinaki. Mais le facteur le plus important dans la longévité de M. Museveni est peut-être la façon dont toute force d'opposition potentielle a été neutralisée. Des partisans de l'opposition abattus. Lorsqu'il est devenu évident, il y a 20 ans, qu'il allait rester au pouvoir, certains de ses anciens associés ont commencé à se défaire. Les forces de sécurité, présentes comme police et une armée populaires, ont alors pointé leurs armes sur ces opposants politiques. Kizza Besigye, du Forum démocratique pour le changement d'opposition, qui était autrefois le ministre de M. Museveni, s'est présenté pour la première fois contre lui aux élections de 2001. Il a été détenu et poursuivi pour de nombreuses accusations, dont le viol et la trahison, mais n'a jamais été condamné. Maintenant que Bobi Wine, un chanteur dont le vrai nom est Robert Kyagulanyi, remet sérieusement en cause le régime du président, il est devenu le dernier politicien à affronter la colère des hommes en uniforme. Le député, dont le pouvoir vedette attire une foule de jeunes, a été brutalement arrêté lors de la campagne électorale partielle d'un collège dans la ville d'Arua, dans le nord-ouest du pays, en 2018. Il a ensuite été accusé de trahison et ses accusations ont été par la suite annulées. Pendant la campagne de cette élection, la police l'a arrêté, gazé au lacrymogène et tiré sur lui et ses partisans pour avoir défié les restrictions imposées par le coronavirus sur le rassemblement de grands groupes. Au cours des deux jours de protestation qui ont suivi l'arrestation de Bobi Wine en novembre, 54 personnes ont été tuées, dont beaucoup auraient été abattues par les forces de sécurité. En Ouganda, tenir la tête au-dessus du parapet est un choix courageux et quiconque cherche à défier M. Museveni ne devrait avoir aucun doute sur le niveau de harcèlement auquel il risque d'être confronté. Au cours de ses 35 années à la tête du pays, il en est venu à s'asseoir au sommet du pouvoir où il a un contrôle total. Il a également réussi à se réinventer. Alors qu'il était autrefois un arriviste politique au début de la quarantaine, quiconque assume ce rôle risque aujourd'hui d'encourir sa colère considérable. Par Patience Atuhaire BBC News, Kampala